

« Nord Littoral », 25 août 2014

17 hommes dont 13 mineurs dans un camion frigorifique

Ils ont passé deux heures coincés dans un espace de quarante centimètres de hauteur, entre le plafond de la remorque et des palettes de tomates.

Le trajet de ces 17 Syriens, parmi lesquelles 13 mineurs parfois très jeunes, s'est arrêté au Beau-Marais, ce lundi vers 10h15. A leur demande. Manquant d'air, transis de froid, ces personnes ont tambouriné dans la remorque pour que le chauffeur arrête au plus vite le chargement. Lorsque ce dernier s'est exécuté et a ouvert la porte de la remorque, les 17 personnes, toutes de sexe masculin, sont descendues et ont attendu l'assistance des urgentistes.

Ces derniers, en provenance des casernes de Calais et Marck, ont examiné les migrants mais n'ont rien relevé d'anormal. La police aux frontières (PAF) de Coquelles a alors pu auditionner l'ensemble des personnes. Celles-ci avaient embarqué dans le camion deux heures plus tôt, sans que le chauffeur ne s'en aperçoive. « *Ces hommes ont fait arrêter le camion à Calais car ils manquaient d'oxygène* », a confirmé sur place Luc Bourré, le chef des opérations de secours, de la caserne de Calais.

Le camion frigorifique venait du Maroc via le Portugal et partait vers la Grande-Bretagne pour y livrer sa cargaison de tomates. Celle-ci est désormais perdue.

Quant aux migrants, dont certains ont à peine douze ans, ils ont été remis en liberté après à leur audition.

Quatre des mineurs ont été placés en foyer d'hébergement. « *Ils sont isolés* », a précisé la préfecture. Les neuf autres mineurs et les quatre adultes n'ont pas bénéficié de cet hébergement. « *Ils font partie d'une même famille.* » Une enquête a été ouverte, pour déterminer si un réseau de passeurs est impliqué dans l'affaire.

<http://www.nordlittoral.fr/accueil/17-hommes-dont-13-mineurs-dans-un-camion-frigorifique-ia0b0n134121>

« la Voix du Nord », 1^{er} septembre 2014

Afflux de migrants sur le port de Calais : les routiers vont-ils fuir le Calais ?

par Jean-Philippe Delattre

De plus en plus les migrants tentent de s'introduire dans les camions en partance pour l'Angleterre, cela malgré la présence toujours plus importante des forces de police sur le port. La situation décourage-t-elle les routiers à emprunter les ferries calaisiens ou le tunnel sous la Manche ? Le point sur l'activité économique des transports Transmanche.

Eurotunnel

« *Nous avons connu un été record* », résumant les services de communication du groupe Eurotunnel. Visiblement, les chauffeurs routiers sont de plus en plus nombreux à emprunter la voie sous-marine pour traverser la Manche. « *Les routiers savent qu'ils peuvent compter sur nous* » en ce qui concerne la sécurité, notamment pour limiter le passage de clandestins. Un parking sécurisé pour les routiers, sur le site d'Eurotunnel, est actuellement en chantier et devrait ouvrir en 2015. Côté tourisme, le personnel d'Eurotunnel remarque que « *les Anglais viennent de plus en plus sur le continent* », via leurs services.

P&O Ferries

Pas de baisse d'activité non plus pour la compagnie de ferries, qu'il s'agisse du trafic de simples voyageurs ou de routiers. « *Les contrôles au niveau du port sont renforcés*, précise le service communication de la compagnie. *Nous connaissons plutôt des difficultés en matière de gestion. Les incidents sur le port gênent notre exploitation. Certes, des migrants essaient de s'infiltrer dans les camions, mais certains essaient aussi de rejoindre le navire à la nage. Il arrive que des clandestins y parviennent. On doit alors retourner à quai, ce qui provoque des retards.* »

My Ferry Link

D'après Raphaël Doutrebente, directeur adjoint, l'été a été profitable. « *Notre activité a été excellente en juillet, avec environ 190 000 passagers. Au niveau du transport routier, on a compté plus de 36 000 camions sur la même période.* » Le directeur adjoint reconnaît que « *la présence des migrants sur le port nous fait de la mauvaise publicité* ».

DFDS Seaways

La compagnie a enregistré des résultats assez mitigés concernant le trafic de passagers et surtout le trafic « business », « *déficitaire principalement sur la route Douvres - Calais en raison de surcapacité importante* », d'après un porte-parole de DFDS. En revanche, en ce qui concerne le transport routier, « *sur la Manche (Calais - Douvres et Dunkerque - Douvres), les volumes de fret au deuxième trimestre de l'année ont augmenté, tirés par l'axe Douvres - Dunkerque.* »

Le port de Dunkerque privilégié ?

Parmi les nombreux chauffeurs routiers qui passent à Calais, tous n'y embarquent pas. Comme Robin Walkam, routier irlandais, qui est passé à Calais cette semaine pour prendre sa cargaison. Seulement, une fois son camion chargé, il est parti à Dunkerque. « *C'est très dangereux d'embarquer à Calais* », souligne-t-il. Il aurait même déjà vu des « *routiers menacés par des migrants* ». Robin connaîtrait d'autres routiers qui ne passent plus par la cité des Six-Bourgeois. Leurs patrons refuseraient. « *Les migrants causent beaucoup de dégâts. Beaucoup de camions transportent de l'alimentation.* » Et quand des clandestins montent dans un conteneur, même s'ils ne piétinent pas le chargement, les conditions d'hygiène peuvent de ne pas être respectées et tout serait à jeter. C'est ce qui est arrivé lundi matin, à Calais, lorsque dix-sept réfugiés ont été retrouvés dans un camion qui transportait des tomates

<http://www.lavoixdunord.fr/region/afflux-de-migrants-sur-le-port-de-calais-les-routiers-ia33b48581n2351503>

Les routiers désormais obligés d'éviter Calais à cause de la menace des clandestins : les raisons d'un pourrissement

Une recrudescence des violences entre les migrants, les passeurs et les forces de l'ordre à Calais a conduit la plupart des chauffeurs routiers en partance pour l'Angleterre à dévier leur trajectoire de la ville.

Interview de Catherine Wihtol de Wenden est directrice de recherche au CNRS (CERI)

- Atlantico : Les chauffeurs routiers en direction de l'Angleterre vont bientôt être dans l'obligation de dévier leur trajectoire de Calais. Et pour cause, plusieurs altercations ont eu lieu ces derniers jours entre les forces de l'ordre et certains migrants armés. Que s'est-il passé exactement ?

Catherine de Wenden : Dès la fermeture du centre de Sangatte en 2002 par Nicolas Sarkozy et de la " jungle " de Calais en 2009 par Eric Besson, on a pu assister à une dispersion tout le long de la côte des migrants qui, à l'origine, étaient principalement concentrés dans ces dits centres.

Dès lors, ils se sont mis à errer pour la plupart dans les jardins publics, en ville, etc. en attendant de monter clandestinement dans un train, dans un bateau ou dans un camion de marchandises. Et c'est précisément de là que viennent les altercations entre les migrants, les forces de l'ordre et les chauffeurs routiers, comme on a pu le voir ces derniers jours par exemple lorsqu'un passeur kurde a pointé une arme contre l'un des policiers lors de l'arrestation de quinze clandestins dans un camion.

Il est cependant important de rappeler que la mairie de Calais refusait jusqu'à peu de déployer des actions de solidarité à l'égard des migrants, étant donné que depuis très longtemps, elle a été confrontée à ces arrivées de personnes voulant passer en Angleterre. Ce n'est qu'il y a très peu que Natacha Bouchart, la nouvelle maire de Calais, a demandé au ministère de l'Intérieur la création d'un centre d'accueil de 400 places pour les exilés afin de faire face à la situation.

Il y a donc, depuis un certain temps, une sorte de bras de fer entre la mairie de Calais et les associations de migrants. On a vu, par ailleurs, ces dix dernières années – depuis la fermeture de ces fameux centres – beaucoup de solidarité de la part des personnes habitant la région (pas uniquement Calais) à l'encontre des migrants. On a pu également assister à un bras de fer avec les policiers qui ont pour mission d'éviter les concentrations de population et de disperser au maximum les personnes qui se mettent donc à errer pour la plupart.

- Calais est-il vraiment devenu plus dangereux pour les chauffeurs routiers, ou ces violences sont des faits usuels ? Comment expliquer que l'on en soit arrivé à ce niveau de violence ?

Ce type de violence semble être visiblement assez rare. Il faut bien comprendre que pour la plupart des migrants souhaitant passer, il s'agit d'une question de vie ou de mort. Ils ont parcouru des milliers de kilomètres pour atteindre Calais. Ils en sont à leur dernière étape avant l'Angleterre et se montrent donc prêts à tout. Quant aux passeurs, il y a une véritable économie de passage. Chaque

migrant paye une fortune afin de pouvoir monter clandestinement dans ces bateaux, trains et camions. Et pour les chauffeurs de ces derniers, quoi qu'il arrive, ils seront obligés de dénoncer quiconque tente de s'introduire chez eux, sous peine d'être soumis à de fortes amendes.

On constate donc une montée de la pression concernant la question des migrants de Calais depuis plusieurs mois, et particulièrement depuis juillet dernier. Les pouvoirs publics n'ont pas vraiment de réponses à apporter, ce qui explique notamment une accentuation des tensions entre les policiers, les chauffeurs routiers et les migrants.

Par ailleurs, l'une des raisons pour lesquelles la maire de Calais souhaite à tout prix la création d'un centre d'accueil réside dans le fait qu'une importante partie de la population souhaite depuis longtemps la réhabilitation d'un centre afin d'accueillir ces personnes qui n'ont rien. Aller dans leur sens signifie donc une tranche d'électorat en plus. De plus, si ces populations locales se montrent si solidaires, c'est d'une part parce que cette région a été fortement touchée par la Seconde Guerre mondiale et qu'une partie de la ville a été rasée. Les gens considèrent donc qu'il y a un peu de leur histoire personnelle dans l'histoire de ces migrants. Et d'autre part, cela ne sert à rien d'essayer de les disperser ou de les dissuader, étant donné que les migrants reviennent toujours dans l'espoir de passer outre-Manche. Et ce pôle d'attraction que représente cette ville va perdurer.

- Les candidats clandestins à l'immigration outre-Manche sont-ils de plus en plus nombreux à Calais ?

Il est très difficile d'avoir des chiffres précis concernant le nombre de clandestins à Calais étant donné qu'ils sont en majorité sans papiers. Cependant, la plupart viennent de régions actuellement instables.

La Libye, par exemple, avait signé plusieurs accords bilatéraux de réadmission avec l'Italie et la France. A partir du moment où l'Etat libyen s'est retrouvé face à une crise interne, elle n'a pu assurer plus longtemps le respect de ces accords, ce qui a contribué à faire à nouveau de la Libye une terre de passage pour les subsahariens vers l'Europe.

De plus, la crise du Proche-Orient, notamment en Syrie et en Irak, pousse les populations à traverser la Turquie pour venir en Europe. La Grèce ne délivrant que très peu de visa pour les réfugiés, la plupart choisissent donc de passer en France pour rejoindre le Royaume-Uni où se trouvent nombre de leurs compatriotes.

- Les migrants sont-ils prêts à prendre de plus en plus de risques pour rejoindre l'Angleterre ?

Totalement. Comme expliqué précédemment, tous viennent de parcourir des milliers de kilomètres et Calais constitue donc la dernière étape de leur parcours. Ils doivent donc absolument y arriver. Et la France, à savoir les pouvoirs publics et les policiers sur place, les a déjà encouragés à essayer de passer.

<http://www.atlantico.fr/decryptage/routiers-desormais-obliges-eviter-calais-cause-menace-clandestins-raisons-pourrissement-catherine-wenden-1730812.html>

AFP 3 septembre 2014

Une centaine de migrants tente de s'introduire sur le port de Calais

Une centaine de migrants ont tenté de s'introduire sur le port de Calais (Pas-de-Calais) mercredi après-midi pour tenter de monter dans les ferries en direction de l'Angleterre, a-t-on appris de sources concordantes.

"Une centaine de migrants a réussi à entrer sur le port", a indiqué la capitainerie du port de Calais. Les forces de l'ordre - police aux frontières, CRS - sont immédiatement intervenues pour faire sortir les migrants, a-t-on ajouté de même source.

Selon la préfecture du Pas-de-Calais, 85 migrants ont essayé de rentrer de force sur le port vers 16h15 et ont tenté de s'introduire en masse pour monter dans un ferry, soit en escaladant, soit en passant au niveau des voies des entrées camions.

Les passerelles d'accès aux ferries ont notamment été relevées pendant 10 à 15 minutes afin de sécuriser le trafic.

Une deuxième tentative a eu lieu un peu plus tard à une autre entrée du port, mais de faible importance, a ajouté la préfecture.

Dans le même temps, quelque 150 autres migrants étaient massés devant les grilles d'accès au port.

Pendant cet incident, les personnels de la Chambre de commerce et d'industrie ont fait jouer leur droit de retrait pendant une trentaine de minutes.

Le trafic, qui a été perturbé pendant une petite heure, compte tenu de l'afflux de camions sur une centaine de mètres, revenait progressivement à la normale vers 17h30.

Les compagnies de ferries ont confirmé cette "intrusion massive". Le navire à quai de la compagnie P&O a été fermé "pour éviter toute intrusion", a indiqué à l'AFP la société.

"C'est devenu assez courant", a-t-elle confié.

Même inquiétude chez le concurrent MyFerryLink, qui a également bloqué sa salle d'enregistrement, conformément à la procédure.

"Les migrants sont restés à l'extérieur de l'enceinte", a rapporté un porte-parole. "On subit plus qu'autre chose", a-t-il déploré. Des retards étaient à prévoir selon lui.

http://www.lepoint.fr/societe/une-centaine-de-migrants-tente-de-s-introduire-sur-le-port-de-calais-03-09-2014-1859793_23.php

« la Voix du Nord », 3 septembre 2014

Une centaine de migrants pénètrent dans l'enceinte du port de Calais : « Une situation inacceptable »

par Chloé Tisserand

Ce mercredi après-midi, la tension a atteint un pic au port de Calais en proie depuis plusieurs semaines à une situation compliquée. Lors des grosses journées de trafic, des migrants prennent en effet d'assaut les camions circulation sur la rocade d'accès au port pour s'y dissimuler et tenter le passage clandestin vers l'Angleterre.

Ce mercredi après-midi vers 15 h 30, une centaine de migrants ont pénétré dans l'enceinte même du port. La plupart ont été amenés hors de l'enceinte par les forces de l'ordre et des fouilles ont été effectuées pour trouver une quinzaine d'exilés qui s'étaient cachés dans les camions. Les passerelles qui mènent aux ferries ont dû être levées, selon la chargée de communication du port de Calais. L'accès au port a été bloqué pendant une trentaine de minutes. Le représentant du syndicat de Police SGP Police FO, Gilles Debove, témoigne : « *J'ai vu 500 à 600 migrants de part et d'autre de la rocade et d'un coup une grosse vague s'est dirigée vers l'hovercraft où sont stationnés les camions. Ils ont escaladé des grilles et sont entrés dans l'enceinte du port.* » Une trentaine d'agents de la sécurité publique, douze de policiers de la police aux frontières ont été rejoints par un effectif plus conséquent. Les forces de l'ordre ont éloigné les migrants vers la zone des Dunes.

« Calais bientôt Melilla ? »

« *Cela crée un désordre et des mouvements presque de peur*, a réagi Jean-Marc Puissesseau, président de la Chambre de commerce et d'industrie (CCI), gestionnaire du port. *Le personnel a fermé les contrôles ce qui a fait reculer les camions sur la rocade. Je réclame que les forces de l'ordre soient là en permanence pour intervenir tout de suite. La situation est inacceptable, le port est en première ligne dans un état de siège. C'est anormal ou alors il faut fermer le port !* »

De son côté, Maël Galisson de la plateforme de service aux migrants (PSM) qui regroupe une majorité d'associations d'aide aux migrants, a indiqué que « *ce qui se passe au port n'est qu'une résultante de la situation. Les migrants prennent de plus en plus de risques. La gestion uniquement policière ne fait qu'en rajouter et entraîner cette situation. Nous avons des situations similaires au Maroc ou en Espagne (Melilla), c'est étonnant qu'à Calais on n'est pas vu ça avant étant donné les conditions de vie (harcèlement policier, absence d'hébergement). Cette réaction collective des exilés est quelque chose qu'on peut voir ailleurs* ».

<http://www.lavoixdunord.fr/region/une-centaine-de-migrants-penetrent-dans-l-enceinte-du-ia33b48581n2358437>

« The Telegraph », 6 septembre 2014

Calais crisis: UK to send old Nato security fence

James Brokenshire, immigration minister, offers to "help" by sending nine-foot high steel fences used to keep Nato summit safe to Calais but warns that keeping the port secure against illegal migrants is French responsibility

by Tim Ross

Ministers will offer to send the security fences used to protect world leaders at last week's Nato summit to Calais to help the French authorities stop illegal immigrants trying to reach Britain.

More than 12 miles of fencing was set up to create a ring of steel around Celtic Manor in Newport, and summit venues in Cardiff, to protect President Obama and 150 other leaders and ministers from potential terrorist attacks.

The nine-foot high steel fencing is believed to be far stronger than the barriers currently in place in Calais, which the Home Office says are "too easy" to scale for illegal migrants attempting to cross the English Channel.

The French [port has been in crisis](#) after hundreds of illegal immigrants tried to evade security last week and board ferries bound for the UK, stowing away in cars and lorries.

The mayor of Calais, Natacha Bouchart, has threatened to block all ferry traffic to and from the town after claiming that it had been "taken hostage" by [up to 1,500 migrants](#) intent on crossing the English Channel.

Writing for The Telegraph, James Brokenshire, the Immigration Minister, says it is the responsibility of the French authorities to keep the border secure, but suggesting that the Nato security fencing could help.

"I want to send out a very clear message today to people on both sides of the Channel: Britain is no soft touch when it comes to illegal immigration," he says.

"Obviously, it is for the French to maintain security and order on their own soil. But we want to do what we can to help."

Three months ago, the government offered Calais £3 million to help improve security but has yet to receive a reply from the port's authorities.

Mr Brokenshire says: "We will offer our French partners the fences that were used to keep the Nato summit safe in Newport. These could replace and enlarge the inadequate fencing in Calais, which is too easy for illegal immigrants to scale.

"We would like to establish secure parking areas where hauliers and travellers can wait without being hassled by would-be illegal immigrants".

<http://www.telegraph.co.uk/news/uknews/immigration/11079680/Calais-crisis-UK-to-send-old-Nato-security-fence.html>

« Nord Littoral », 7 septembre 2014

Migrants : Londres offre à Calais des clôtures

Dans un éditorial publié aujourd'hui par le « Daily Telegraph », le ministre britannique de l'Immigration a proposé une solution pour sécuriser le port de Calais et empêcher les migrants d'atteindre l'Angleterre.

"Je veux envoyer un message très clair des deux côtés de la Manche : le Royaume-Uni n'est pas laxiste concernant l'immigration clandestine", explique James Brokenshire. "Demain [...], nous offrirons à nos partenaires français les clôtures utilisées cette semaine pour assurer la sécurité au sommet de l'Otan à Newport", propose-t-il.

Ces clôtures d'acier "pourraient remplacer et élargir les barrières inadéquates à Calais, qui sont trop faciles à escalader pour les immigrants illégaux", argumente-t-il.

<http://www.nordlittoral.fr/accueil/migrants-londres-offre-a-calais-des-ia0b0n136914>

« la Voix du Nord », 8 septembre 2014

Migrants : les clôtures offertes par les Anglais laissent dubitatifs le personnel du port de Calais

La Grande-Bretagne a proposé dimanche d'offrir 20 km de clôtures pour sécuriser le port de Calais face aux flux migratoires. Selon nos informations, elles seraient posées au niveau de la rocade Est. La « bunkérisation » du port laisse dubitatifs les salariés chargés de la sécurité

par Chloé Tisserand

Les clôtures anglaises qui ont servi lors du sommet de l'OTAN la semaine dernière sont en acier. « Elles seront certainement situées au niveau de la rocade, ça a été évoqué à plusieurs reprises dans des réunions », souligne David Létendart, secrétaire (CGT) au comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) au port. Vingt kilomètres de grillages de la zone Marcel-Doret jusqu'au port-Est. La rocade marque la frontière entre le port et la zone des Dunes où vivent les migrants depuis le démantèlement des camps. Ceux-ci la traversent en courant pour prendre d'assaut les camions.

La chambre de commerce et d'industrie (CCI) a commencé par répondre au risque d'accidents et intrusions d'exilés par l'installation cet été de grilles au niveau du rond-point du port-Est (G1) et l'ajout de deux caméras de vidéosurveillance, puis une troisième au terminal ferry. À certains endroits, sur les points sensibles, les grilles ont été doublées. Celles qu'offre l'Angleterre atteignent trois mètres de hauteur. Leur installation devrait intervenir rapidement et prendre deux à trois semaines.

Au service de sécurité du port (200 salariés), l'annonce de la Grande-Bretagne est accueillie favorablement au regard de l'urgence. « C'est une bonne solution pour éviter les accidents mais ça ne résoudra pas le problème de la migration », commente David Létendart. « On ne sait pas ce que ça va donner, on verra », précise Morgan Vasseur, de Mondial Protection, société sous-traitante de sécurité du port la nuit. Pour un de ses agents, « la clôture ne servira à rien. On le voit déjà avec celles qu'ils ont posées au G1. Ils devraient plutôt mettre ces millions dans des moyens humains ». Gilles Debove, représentant syndical SGP Police FO, craint que cette protection de la rocade « soit insuffisante et déplace le problème, plus loin sur l'A16. »

De son côté, Jean-François Frenoy, secrétaire adjoint au comité d'entreprise au CHSCT du port, se dit « surpris de la réaction de nos confrères britanniques. On ne sait pas comment on doit le prendre, si c'est pour se moquer ou nous venir en aide ? » Il ajoute : « Proposent-ils ça pour nous dire qu'on n'est pas capable de s'en occuper nous-mêmes ? » Déjà cet été, il avait mis en garde contre « la bunkérisation » du port, expliquant que les migrants iront en Angleterre de toute façon. La majorité des exilés veut quitter Calais et tente le passage clandestin au prix de leur vie. Alors le grillage... « il va les cantonner mais il n'est pas infranchissable », rappelle Jean-François Frenoy. Gilles Debove s'interroge : « Ce sont des individus qui ont parcouru des milliers de kilomètres, ils ont marché à travers le désert libyen. À 30 km des côtes, vous les voyez par beau temps. Pensez-vous que ce sont des grilles de trois mètres qui vont les retenir ? »

<http://www.lavoixdunord.fr/region/migrants-les-clotures-offertes-par-les-anglais-laissent-ia33b48581n2368464>

AFP 11 septembre 2014

Calais: quand les migrants tentent à tout prix de gagner la Grande-Bretagne

Les migrants sont assis, immobiles, par dizaines, au sommet des dunes: ils observent les CRS qui montent la garde en contrebas, prêts à intervenir au cas où ils dévaleraient les pentes pour prendre d'assaut les camions qui ralentissent à l'entrée du port de Calais avant d'embarquer pour la [Grande-Bretagne](#).

"Dès que les camions sont à l'arrêt, ils en profitent pour monter, en plein jour", explique à l'[AFP](#) Arnaud Dequidt, directeur d'exploitation de la société de transport Carpentier, à Calais.

Venus pour la plupart de l'est de l'[Afrique](#), via l'Italie, 1.400 à 1.500 migrants errent désormais à [Calais](#) et dans les environs, dormant dans les dunes ou dans des squats, nourris par des bénévoles. De plus en plus nombreux, ils veulent traverser la Manche pour atteindre la Grande-Bretagne, considérée comme un Eldorado.

"Ils sont de plus en plus violents, virulents, et on sort de plus en plus souvent les gaz lacrymogènes", raconte à l'AFP un policier affecté à la surveillance de la quatre-voies empruntée chaque jour par 3.000 camions en moyenne et qui débouche dans le port de Calais.

Sur un parking de station-service, près du port, des routiers grecs fument au soleil. Des Africains rôdent autour des camions, par petits groupes de deux ou trois.

"Il y a un mois, j'en ai trouvé trois, cachés sur les essieux de mon camion", raconte à l'AFP Costas, 53 ans, qui se rend chaque semaine en Angleterre avec sa cargaison de yaourts.

"Trop de migrants", "pas assez de policiers", "pas assez de sécurité"... les collègues de Costas sont unanimes. "Chaque semaine, il y a de plus en plus de problèmes", affirme l'un d'eux. "Ils essaient de monter dans les camions à partir de Reims", assure un autre.

Ils tiennent compagnie à Frank Ravnjak, un routier slovène immobilisé à Calais depuis le 3 septembre, après que les douaniers britanniques aient découvert, dans le port, 16 clandestins cachés dans sa cargaison de 11 tonnes de pâtes.

Ce jour-là, pour la première fois, les migrants avaient tenté une intrusion en masse. Plus d'une centaine s'étaient rués sur les voies de débarquement. Les passerelles d'accès aux ferries avaient été relevées.

4.000 migrants découverts en un mois

"Je ne sais pas quand je vais pouvoir rentrer chez moi", se plaint M. Ravnjak. Il dit avoir reçu une amende de 20.000 euros, et ne pas savoir quand il pourra récupérer sa remorque, saisie par les Britanniques. Sa cargaison de 11 tonnes de tortellini a été détruite.

Sur tout le mois d'août, 4.000 personnes ont été découvertes cachées dans des camions, à Calais et dans les environs, selon la préfecture du Pas-de-Calais. La moitié se trouvaient dans l'enceinte du port où tous les camions sont systématiquement contrôlés, parfois plusieurs fois, avant d'embarquer.

Lorsqu'une forme humaine est détectée sur un écran de contrôle, les agents de sécurité du port font appel à la police aux frontières (PAF). "Ils les prennent en charge, les conduisent hors du site du port, les déposent au rond-point... et les migrants reviennent plus tard", raconte à l'AFP Gilles Debove, délégué du syndicat policier Unité-SGP-FO pour le Calaisis.

Les sociétés de transport ripostent en cadenassant leurs remorques ou en les protégeant avec un câble en acier scellé passé dans les oeilletons des bâches, explique Arnaud Dequidt.

Et les parkings sécurisés sont de plus en plus prisés par les routiers. "C'est le même barbelé que celui des prisons", détaille Olivier Carré, responsable d'un parking sécurisé de 210 places, en montrant les rouleaux de fil d'acier hérissés de lames de rasoir, qui garnissent la clôture haute de 2,50 mètres.

Chaque nuit, deux vigiles accompagnés de chiens spécialisés dans la détection d'être humains et deux agents de sécurité patrouillent sur le site, éclairé comme en plein jour.

"Ce week-end, un camion est entré avec sept clandestins. On a appelé la police, elle les a fait marcher jusqu'au rond-point au bout de la rue et est repartie", soupire Olivier Carré.

http://www.lepoint.fr/societe/calais-quand-les-migrants-tentent-a-tout-prix-de-gagner-la-grande-bretagne-11-09-2014-1862384_23.php

« Nord Littoral », 11 septembre 2014

250 migrants à l'assaut des camions devant l'ancien hoverport

par François Devin

Les tentatives d'intrusion dans les poids lourds en partance pour la Grande-Bretagne sont devenues une habitude, aux abords de la rocade portuaire. Hier cependant, le phénomène observé à proximité de l'ancien hovercraft de Calais était du « *jamais vu* », selon des policiers présents sur place.

« *On a atteint un point de haute tension* », a assuré Michel Soistier, commissaire central adjoint, présent pour diriger les opérations de police dès le début d'après-midi. Les événements avaient débuté plus tôt. Vers 11h30, quelques dizaines de migrants en provenance du squat derrière Tioxide ont franchi la rocade portuaire pour observer les premiers ralentissements des camions.

Le mercredi et le jeudi sont en effet des « *journées noires* », d'après le commissaire, sur cette rocade. Les transporteurs profitent de ces jours pour parvenir sur leurs sites de livraison avant le week-end. D'où la formation d'embouteillages à l'entrée du port. « *Dans ces conditions, les camions sont déviés par une boucle vers l'ancien hoverport* », précise Michel Soistier. Du pain bénit pour les candidats à la traversée, qui profitent de la congestion formée pour essayer d'embarquer dans les remorques.

Quelque 250 personnes selon les forces de l'ordre ont été repoussées par les policiers. Des gaz lacrymogènes ont été parfois utilisés pour dissuader les migrants de poursuivre leurs tentatives. Ces derniers ont, en réponse, jeté des cailloux sur les forces de l'ordre.

Ce phénomène de grande ampleur n'a pas fait de blessé. « *Un camion a eu une vitre brisée* », détaille Michel Soistier, à l'heure du bilan.

Par ailleurs, les policiers et les agents du port ont également repoussé une cinquantaine d'hommes qui tentaient de s'introduire sur le site du terminal en escaladant les grilles de protection, aux abords des écluses Carnot. « *L'ensemble des migrants ont été refoulés, avec le renfort des CRS, vers la zone des Dunes* », explique le commissaire. Jusqu'au prochain embouteillage sur la rocade...

Pour Ludovic Hochart, responsable syndical Unsa-Police sur la Côte d'Opale, « *les policiers n'interpellent plus. Ils subissent les actions de groupe des migrants* ».

Selon le responsable syndical, une autre explication à cette situation reste le « *manque d'argent de ces migrants, notamment des Érythréens. Ces personnes n'ont pas les moyens de payer des passeurs et agissent ainsi, de façon désordonnée, avec femmes et enfants.* »

Des actions ponctuelles et désorganisées qui viennent s'ajouter aux mouvements initiés, notamment le soir sur les parkings du Calaisis, par les réseaux de passeurs, et que les forces de l'ordre tentent d'éradiquer.

<http://www.nordlittoral.fr/fait-divers-justice/250-migrants-a-l-assaut-des-camions-devant-l-ancien-i-a6b0n137706>

« la Voix du Nord », 12 septembre 2014

Tensions au port de Calais : le président de la CCI sera reçu mercredi par le ministre

Jean-Marc Puissesseau, président de la CCI Côte d'Opale, sera reçu mercredi prochain par le ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve. Les tensions qu'a connues le port de Calais avec les migrants ces dernières semaines seront au cœur de leur rencontre

par Marie Goudeseune

CALAIS. Les menaces de bloquer le port proférées par Natacha Bouchart l'énervent au plus haut point. L'annonce par les Britanniques d'offrir une clôture pour renforcer la sécurité aux abords du port l'agace aussi : « *Je ne discute pas au sujet de ces barrières, ce n'est pas ça qui m'intéresse* ». Ce que veut Jean-Marc Puissesseau, le président de la CCI Côté d'Opale (concessionnaire du port de Calais), c'est que les choses avancent. Il a tapé du poing sur la table plusieurs fois déjà pour dénoncer les tensions qui se sont accrues ces dernières semaines avec les migrants, et qui font une très mauvaise pub au port.

Contacté par le ministère de l'Intérieur il y a quelques jours, le président de la CCI sera reçu mercredi prochain, à midi, par Bernard Cazeneuve pour évoquer ce sujet. D'après Yann Capet, le président du conseil régional (propriétaire du port) devait également être reçu par le ministre. Toutefois, la Région a déclaré hier que Daniel Percheron n'avait pas été approché par le ministère. Jean-Marc Puissesseau ira seul à Paris : « *Ce qui m'intéresse, nous a-t-il confié hier, c'est de rencontrer le ministre de l'Intérieur et le préfet. Une rencontre commune avec Daniel Percheron ? Sûrement pas : je suis un grand garçon !* », a-t-il ajouté.

Le président de la CCI a également commenté hier les propos du secrétaire d'État à l'immigration britannique, James Brokenshire. Dans une tribune parue il y a quelques jours dans le journal *The Telegraph*, celui-ci annonce en effet avoir offert trois millions de livres au port de Calais, il y a trois mois, pour y renforcer la sécurité. Jean-Marc Puissesseau dément : « *Trois millions de livres ? Pas du tout ! On a mis en place un plan d'aménagement du port et des aubettes, mais on parle de 250 000 € financés par les Anglais, pas de trois millions de livres ! Ça n'a rien d'un gros chantier !* » Quant à l'annonce par James Brokenshire d'offrir 20 km de clôture au port, il répète qu'à ce jour, on ne l'en a pas informé personnellement.

Situation à Calais: ce qu'en disent les Britanniques

James Brokenshire, secrétaire d'État britannique à l'Immigration, a consacré la semaine dernière une longue tribune dans *The Telegraph* à l'immigration illégale et à la situation de Calais. Il a annoncé qu'il offrirait 20 km de clôture pour renforcer la sécurité du port, mais pas seulement. Voici quelques extraits choisis.

« *Depuis son arrivée au pouvoir, le gouvernement a travaillé dur pour rétablir le contrôle de notre système d'immigration, mettant fin aux abus qui s'étaient répandus sous le régime précédent, et investissant des millions dans le renforcement de la sécurité de notre frontière à Calais et dans d'autres ports-clés. Nous sommes clairs : il n'y aura aucun retour aux scènes chaotiques de Sangatte vues sous le dernier gouvernement* ».

« *Des millions de livres ont déjà été investis dans le renforcement de la sécurité et de la technologie. Nous avons augmenté les niveaux de dotation en personnel dans le port et renforcé les*

patrouilles de sécurité. Nos contrôles de sécurité pour le fret incluent des scanners de battements de cœur dernier cri et la technologie de capteurs de mouvements pour détecter des corps dans des camions, en plus des bons vieux chiens renifleurs. Mais nous pouvons faire plus. C'est pourquoi nous avons offert au port de Calais 3 M de livres il y a trois mois pour aider à renforcer la sécurité et à fournir plus d'aubettes pour permettre la fluidité des déplacements des voyageurs. Évidemment, il incombe aux Français d'entretenir la sécurité de leur port (...) sur leur propre sol. Mais nous voulons faire ce que nous pouvons pour aider. »

« Et, demain, nous irons plus loin. Nous offrirons à nos partenaires français les barrières qui ont été utilisées cette semaine pour sécuriser le sommet de l'OTAN (...). Celles-ci pourraient remplacer et agrandir la clôture inadéquate à Calais, qui est trop facile à escalader pour des immigrants clandestins. »

Calais vu depuis l'Intérieur

Jean-Marc Puissesseau n'est pas le premier à être reçu par le ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve. Tout a commencé le 2 septembre dernier : le député PS et conseiller municipal Yann Capet s'est entretenu avec le ministre dans la matinée. Puis, en fin d'après-midi, c'est la maire UMP de Calais Natacha Bouchart qui a été reçue à son tour.

Au cœur des discussions : la pression migratoire de plus en plus forte à Calais et la recherche d'une solution pour apaiser les tensions. Bernard Cazeneuve, qui revenait d'une « tournée » européenne sur le thème de l'immigration illégale, a annoncé ce jour-là qu'il était favorable à l'ouverture d'un accueil de jour pour les migrants à Calais. Ce projet fait l'objet de réunions ces jours-ci à la préfecture et avec les associations. C'est dans ce contexte que le président de la CCI sera reçu mercredi prochain.

<http://www.lavoixdunord.fr/region/tensions-au-port-de-calais-le-president-de-la-cci-sera-ia33b48581n2375900>

« la Voix du Nord », 17 septembre 2014

Afflux de migrants au port de Calais : le président de la chambre de commerce a rencontré Cazeneuve

Le président de la CCI Côte d'Opale s'est rendu à Paris ce mercredi midi pour rencontrer le ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve. Au cœur de cette entrevue : la situation plus que tendue avec les migrants, ces dernières semaines, au port de Calais

Le président de la CCI (chambre de commerce et d'industrie) Côte d'Opale, concessionnaire du port de Calais, s'est rendu à Paris ce mercredi midi pour rencontrer le ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve qui l'avait invité quelques jours plus tôt. Au cœur de cette entrevue : la situation plus que tendue avec les migrants, ces dernières semaines, au port de Calais. Il faut croire que le ministre de l'Intérieur est particulièrement convaincant auprès de son auditoire calaisien puisque le député PS Yann Capet et la maire UMP de Calais, Natacha Bouchart, pourtant divisés sur la question des migrants à Calais, étaient ressortis de leurs rendez-vous respectifs, le 2 septembre, « *très satisfaits* » l'un et l'autre. Quinze jours plus tard, c'est un Jean-Marc Puisseuseau tout aussi satisfait qui ressort à son tour du cabinet du ministre. « *Ce fut un excellent entretien, très complet. Il n'y a rien à redire, c'était très bien* », a-t-il déclaré. Comme Natacha Bouchart et Yann Capet, le président de la CCI a apprécié que Bernard Cazeneuve ait pris le temps de l'écouter. « *L'entretien a duré une heure mais ça n'a pas été expédié : le ministre était accompagné de quatre conseillers spéciaux* », s'est-il encore réjoui. De l'échange et de l'écoute donc, mais concrètement, quelles décisions ? Sur ce point, le président de la CCI n'est pas très loquace : tout juste annonce-t-il, via un communiqué de presse, qu'un groupe de travail va être créé, chargé de « *trouver des solutions dans les plus brefs délais pour sécuriser l'accès au port de Calais et permettre une activité économique plus sereine* ». C'est aussi dans les plus brefs délais que Bernard Cazeneuve s'était engagé début septembre à agir pour créer un accueil de jour pour les migrants et ainsi apaiser les tensions. Le cabinet du ministre, ce mercredi soir, a annoncé que l'Intérieur fera ces prochains jours « *des annonces* » pour tenter de trouver une solution à la problématique migratoire. Une « *stratégie globale* », entre Calais, la Grande-Bretagne et l'Europe, est en cours d'élaboration

<http://www.lavoixdunord.fr/region/afflux-de-migrants-au-port-de-calais-le-president-de-la-ia33b48581n2384882>

« la Voix du Nord », 19 septembre 2014

Faire passer des migrants au port de Calais : un nouveau job ?

Ils n'ont pas réfléchi et l'ont fait pour l'argent. Voilà ce qu'expliquent la plupart des Français qui se retrouvent à la barre du tribunal après avoir été contrôlés au port de Calais ou au Tunnel avec des migrants dans leur coffre. Rare jusqu'ici, le phénomène semble s'être développé ces derniers mois, comme en témoignent deux affaires audientées jeudi au tribunal de Boulogne-sur-Mer

par Marie Goudeseune

Tout commence par une proposition qu'on leur fait. Elle vient d'une connaissance ou d'un inconnu croisé dans la rue. Pour Clélia*, 23 ans, ça s'est passé en métropole lilloise début avril : « *Un homme m'a demandé si j'avais besoin d'argent. Il travaillait à Roubaix. Il m'a dit qu'il suffisait que je prenne des migrants dans mon coffre jusqu'en Angleterre. Si je me faisais contrôler, je n'avais qu'à dire que je n'étais pas au courant* ». Quiconque connaît la situation à Calais sait que ce type de passage illégal est on ne peut plus risqué : les contrôles sont légion, aussi bien au port qu'au Tunnel. Mais Clélia n'a pas l'air de réaliser quand elle accepte. « *C'est parce que je suis naïve* », dira-t-elle d'ailleurs au tribunal. Et puis il y a l'appât du gain : la jeune femme est étudiante, en manque d'argent. Le passage est fixé à 5 000 € par migrant : de quoi renflouer très vite son compte en banque ! Elle ne se lance pas seule dans cette affaire : elle y embarque son beau-frère, un Pérénchinois de 32 ans qui a lui aussi des problèmes financiers : sans emploi, surendetté...

Le Mac Do' comme « alibi »

L'affaire est très organisée : le rendez-vous est fixé le 9 avril dans un parc de La Madeleine, près de Lille. C'est là que des voitures de location attendent nos deux apprentis passeurs. Là aussi qu'on « place » dans chacun de leur coffre deux Syriens. Chaque conducteur est équipé d'un téléphone portable fourni par le réseau et d'une bombe désodorisante, histoire de cacher les odeurs corporelles suspectes. D'autres précautions sont prises : il est convenu par exemple de s'arrêter dans un Mac Do' qui servira d'« alibi » en cas de contrôle (« *les migrants sont entrés à notre insu dans le coffre* », pourront-ils dire). Les deux Pérénchinois seront payés une fois arrivés à Douvres, sur le parking d'une station-service.

Deux Parisiens de 22 ans

La jeune femme et son beau-frère se font coincer par la Police aux frontières (PAF) au terminal ferry de Calais. Ils passent très vite à table. Leur comparution au tribunal de Boulogne-sur-Mer a eu lieu jeudi, en même temps que celle de deux Parisiens de 22 ans poursuivis presque mot pour mot pour la même histoire : eux ont embarqué deux Sri-Lankais qui avaient payé 1 000 € chacun dans le coffre de leur Renault Megane, le 12 avril. C'est un ami qui leur avait proposé ce « petit job », avec un rendez-vous fixé sur l'aire de Saint-Hilaire-Cottes, sur l'A26. Ils ont été pris au moment où ils embarquaient au tunnel sous la Manche. Et ont expliqué, eux aussi, qu'ils l'avaient fait « *pour l'argent* ».

Avoir recours à un passeur... ou pas

Contre une somme d'argent qui rassemble parfois les économies de toute une vie, un clandestin peut espérer passer outre-Manche, le plus souvent en se dissimulant dans un camion que le passeur

lui aura indiqué. C'est ce mode d'organisation qui est le plus connu à Calais ces dernières années, et que le ministre de l'Intérieur s'est engagé début septembre à combattre. Chaque jour au tribunal correctionnel de Boulogne défilent ces affaires de « passeurs » (la plupart étrangers) toutes plus ou moins identiques. Mais depuis quelques mois, on observe aussi une autre façon de procéder, beaucoup plus anarchique et agressive. Elle concerne des migrants d'Afrique de l'est, souvent nombreux et désargentés. *« Avant, les migrants tentaient d'entrer dans les camions en amont du port, de façon discrète et de nuit, décryptait à ce sujet le préfet du Pas-de-Calais, fin juillet. Désormais, les nouveaux arrivants d'Afrique de l'est tentent d'y pénétrer sur la rocade et en plein jour. Ils sont parfois plus de 100 en même temps, si bien que les systèmes de sécurité sont saturés . »*

<http://www.lavoixdunord.fr/region/faire-passer-des-migrants-au-port-de-calais-un-nouveau-job-ia33b48581n2388096>

France 3 Nord Pas-de-Calais, 24 septembre 2014

Immigration : un "groupe de défense des routiers" menace de bloquer le port anglais de Douvres

Un groupe baptisé "Support the Calais to Dover Truckers" appelle sur Facebook à manifester ce samedi à Douvres et à bloquer le port anglais pour défendre les routiers "constamment attaqués par les clandestins". Un mouvement aux mots d'ordre explicitement xénophobes.

Le [groupe Facebook](#) s'appelle « *Support the Calais to Dover Truckers* » ("Soutien des routiers qui font Calais-Douvres" en français) . A première vue, il a été créé pour exprimer et relayer le ras-le-bol des chauffeurs routiers « *qui sont constamment attaqués par des clandestins et verbalisés pour leur entrée illégale en Grande-Bretagne* ». La loi britannique, pour dissuader les passeurs, prévoit en effet une amende de 2000£ (environ 2500 euros) par migrant découvert dans un chargement. Certains ont même dû emprunter de l'argent à la banque pour payer leurs amendes.

Ce groupe appelle samedi prochain à une manifestation à Douvres, à 13h (heure anglaise) et même au blocage du port anglais. *"De ce qu'on a pu comprendre, ils vont chercher à utiliser des poids lourds pour bloquer le Port de Douvres, ce qui peut potentiellement causer des grosses perturbations"*, a expliqué [à la BBC](#) Natalie Chapman, porte-parole de l'Association pour le Transport de Fret (FTA), qui représente les transporteurs britanniques mais qui prend ses distances avec cette initiative. *"Nous comprenons complètement la frustration des chauffeurs qui ont le sentiment d'être des boucs-émissaires dans cette situation désespérée. Cependant, nous ne pensons pas que ce soit la meilleure façon de résoudre ce problème"*.

Mots d'ordre xénophobes

D'autant que les mots d'ordre de cette manifestation, explicitement xénophobes, dépassent les seuls soucis des chauffeurs routiers. Il s'agit aussi, selon un message posté sur la page Facebook du groupe, *"d'empêcher les terroristes de l'Etat islamique de rentrer dans le pays, d'empêcher Ebola d'arriver dans le pays, d'empêcher des criminels non contrôlés d'entrer"*, mais aussi *"les violeurs et les agresseurs d'enfants"*. Cette manifestation doit *"montrer au gouvernement que vous êtes mécontents de l'immigration non contrôlée"* et *"mécontents d'appartenir à l'Union Européenne qui impose à notre pays ses droits de l'homme de pacotille"*. Tout un programme...

<http://france3-regions.francetvinfo.fr/nord-pas-de-calais/2014/09/24/immigration-un-groupe-de-def-ense-des-routiers-menace-de-bloquer-le-port-anglais-de-douvres-557798.html>

« la Voix du Nord », 28 septembre 2014

Intrusions de migrants au port de Calais : quel impact pour les compagnies maritimes ?

par Bruno Mallet

Même si l'inquiétude semble de mise chez DFDS, la pression des migrants autour des accès au port de Calais ne semble pas avoir eu de conséquence négative pour l'activité économique de la compagnie maritime My Ferry Link. Mais il était temps que les mesures de sécurisation du port soient annoncées.

Depuis quelques semaines, des centaines migrants se postent régulièrement le long de la rocade et tentent, à la faveur de ralentissements, de s'introduire dans des camions ou des véhicules en partance pour l'Angleterre. Les mercredis et jeudis, jours de plus gros trafic, la tension est très importante. Ce phénomène a-t-il un impact sur l'activité des compagnies maritimes ? « *Non, on n'en souffre pas directement*, répond directement Raphaël Doutrebente, directeur général adjoint de la compagnie My Ferry Link. *Nous n'avons aucun client, ni fret, ni particulier, qui nous a dit stop, on passe par un autre port que Calais.* » Raphaël Doutrebente estime que de bonnes mesures ont été rapidement prises pour faire face à cette nouvelle situation. « *Les deux premiers mercredis du mois, c'était très dur. Mais les autorités se sont remuées, en augmentant la présence de CRS autour de la rocade, cela rassure. Cette semaine, les choses se sont mieux passées.* »

Néanmoins, l'inquiétude des clients a été palpable, et la compagnie My Ferry Link s'est attachée à rassurer, à expliquer : « *C'est vrai que depuis une semaine et l'annonce de l'accord franco-britannique prévoyant la sécurisation du port et son financement par la Grande-Bretagne, notre tâche est facilitée. Nos clients, surtout britanniques, attendent de voir. Mais le calendrier est favorable, il y a des élections générales au printemps et l'Angleterre ne peut pas se permettre d'ici là des problèmes avec l'immigration clandestine.* » La clôture de la rocade sur deux kilomètres était inéluctable, selon Raphaël Doutrebente : « *Personne ne néglige l'aspect humain dramatique de la situation. Mais il était urgent d'envoyer un signe aux migrants : ils ne pourront plus s'introduire par vagues sur le port.* » Le signal est aussi envoyé aux transporteurs, clients des compagnies : alors que l'automne est la période à laquelle se négocient les contrats annuels, il était urgent de leur montrer qu'ils pourraient encore transiter par le port de Calais, en sécurité.

La compagnie P&O n'a pas répondu à nos sollicitations.

DFDS « préoccupé »

Sollicitée pour évoquer ce sujet, la compagnie DFDS nous a répondu par ce communiqué : « *DFDS Seaways France, comme beaucoup d'acteurs économiques à Calais, est préoccupé par la situation dans la ville. Les problèmes tragiques des migrants affectent tout le monde à Calais, les migrants eux-mêmes bien sûr, mais aussi le port, les gens qui y travaillent, les compagnies de ferries et leurs*

clients, et en particulier les chauffeurs routiers qui rencontrent de sérieux problèmes lorsqu'ils accèdent aux ferries. Nous sommes conscients qu'il s'agit d'une situation très complexe et difficile. Les autorités et toutes les personnes impliquées travaillent dur pour remédier à ce problème, et de notre côté nous faisons tout ce qui est en notre pouvoir pour les aider au mieux. Nous souhaitons sincèrement que des solutions favorables à tous pourront être trouvées. »

Ce que veut faire la chambre de commerce

Le plan franco-britannique dévoilé il y a une semaine par le ministre de l'Intérieur prévoit le versement par la Grande-Bretagne de quinze millions d'euros, permettant de financer entre autres la sécurisation du port. Quinze millions, c'est précisément la somme nécessaire à cette sécurisation selon la chambre de commerce et d'industrie, gestionnaire du port. Première phase de travaux: la pose de quatre kilomètres de clôture de quatre mètres de haut pour fermer l'accès à la rocade, entre le terminal et la sortie de la zone des Dunes. Ensuite, il est prévu de construire des aubettes supplémentaires pour les services de l'immigration britannique afin de fluidifier l'accès au port. Enfin, il s'agira de construire un parking et une route au niveau de l'ancien hoverport permettant de délester la rocade. En cas de forte affluence, les ralentissements se feraient ainsi à l'intérieur du port et non plus sur la route y conduisant.

Les transporteurs en première ligne

En première ligne, les compagnies de transports souffrent de manière immédiate de la situation tendue aux abords du port. *« Nous avons déjà reçu des demandes de clients nous demandant de renforcer notre vigilance, annonce David Sagnard, dirigeant de la société calaisienne Carpentier. Nous avons ainsi investi 4 000 € pour ajouter un verrou supplémentaire aux trous d'homme de nos camions-citernes. D'autres clients nous ont carrément demandé de ne plus emprunter le port de Calais et d'aller à Dunkerque. Ce que nous ne faisons pas, car cela nous ferait un immense surcoût. »*

Pour David Sagnard (qui est également président de la fédération nationale des transporteurs routiers du Pas-de-Calais), l'impact financier peut être important, d'autant que les engagements annuels se négocient actuellement avec les compagnies maritimes : *« La situation risque de nous empêcher d'atteindre les volumes prévus, ce qui conduirait les compagnies à augmenter leurs tarifs »*, redoute-t-il.

David Sagnard se félicite, enfin, des mesures annoncées par le président de la CCI : *« Les clôtures, d'accord, mais j'espère qu'il ne faudra pas les construire jusqu'à Paris. Ce qui me semble important, c'est les aménagements sur le port lui-même permettant de fluidifier le trafic. Avec la FNT, nous demandions cela depuis un peu plus de dix ans. »*

<http://www.lavoixdunord.fr/region/intrusions-de-migrants-au-port-de-calais-quel-impact-pour-ia33b48581n2403834>

« Daily Nord », 29 septembre 2014

Migrants : deux décennies d'impasse

Les années passent... et ils sont toujours là, revenant régulièrement au devant de l'actualité. Ils, ce sont les migrants de notre littoral qui essayent de passer en Angleterre. Et ça fait deux décennies que ça dure. Retour sur cette histoire entre la région et les migrants, en trois actes

Acte 1. Des années 90 à 2002 : des premiers migrants à Sangatte

Ça fait bien longtemps que Calais et ses environs font figure de dernier stop avant l'Angleterre. Dès 1986, Amnesty international sollicitait des bénévoles, suite aux premiers étrangers refoulés à l'entrée du territoire anglais. Le phénomène prend de l'ampleur au milieu des années 90, ce qui coïncide avec la création de l'association La Belle Etoile en 1994, puis du collectif C'Sûr en 1997. A l'époque, ce sont des migrants originaires de l'Europe de l'Est, qui profitent de la chute du Mur de Berlin. C'est néanmoins en 1999 que l'on observe les premières immigrations massives : les Kosovars fuient la guerre dans leur pays, suivis ensuite des Iraniens, Irakiens, Kurdes ou Afghans au début des années 2000.

Sangatte entre dans la danse de l'actualité au même moment. En 1999, on y ouvre un centre d'hébergement et d'accueil d'urgence humanitaire, géré par La Croix-Rouge. Près de 70 000 personnes y séjournent jusqu'en 2002, quand Nicolas Sarkozy, alors fraîchement nommé à l'Intérieur, est le premier ministre à visiter le centre. Il [décrétera sa fermeture](#) peu après.

Acte 2. 2002-2014 : de la fermeture de Sangatte aux destructions de « jungles »

D'ici quelques mois, un golf devrait s'élever à la place du hangar détruit de Sangatte. Mais bien évidemment, sa fermeture en 2002 n'a rien réglé. Désormais, les migrants vivent dans des squats ou des jungles, des immenses terrains vagues avec des habitations de fortune dans des conditions sanitaires déplorables ([relire notre grand format en 2009](#)). Le but est toujours le même : passer de l'autre côté. En septembre 2009, le Ministre de l'Intérieur du nouveau Président Sarkozy, Eric Besson, frappe un grand coup devant les caméras de télévision : on détruit la jungle principale de Calais afin de faire baisser la pression migratoire.

Un remède encore une fois loin d'être miracle. Si dans un premier temps, l'effet escompté se fait sentir, les migrants reviennent et sont disséminés dans de nouveaux squats, de nouvelles jungles, à Calais, mais aussi sur le grand littoral nordiste (Norrent-Fontes, près de Bruay-la-Buissière, Steenvoorde en Flandre, dans le Dunkerquois, etc.). Seules les nationalités ont évolué, au gré des conflits mondiaux. Aujourd'hui, sur les 1 500 migrants estimés sur le littoral, on compterait une majorité d'Africains de l'Est (Erythrée, Soudan).

En 2014, le pays a beau être passé sous un gouvernement socialiste, les réponses restent les mêmes : détruire les camps, comme [ça a été encore le cas au printemps 2014](#).

Acte 3. 2014 : et maintenant ?

La scène est « puante » à souhait. Il y a quelques jours, Canal Plus diffusait des images d'une manifestation face à la mairie de Calais. On y voyait un représentant du collectif Sauvons Calais, ainsi que des membres de l'ultra-droite crier des slogans haineux contre les migrants ([relire notre Vite dit](#)). Depuis, une plainte a été déposée, mais elle symbolise les tensions qui règnent à Calais où les migrants sont de nouveau très nombreux. Parmi ceux-ci, [certains n'hésitent plus à forcer les grilles du port](#) ou à grimper en nombre dans des camions à peine arrêtés. [Des affrontements violents](#) ont eu lieu cet été. La mairie de Calais, elle tenue par Natacha Bouchart, une élue de terrain de la galaxie Sarkozy, l'homme qui a tant fait pour Calais en tant que ministre et président, [interdit désormais aux migrants de jouer au football](#) le dimanche matin sur les terrains municipaux. Des habitants et commerçants font aussi part de leur ras-le-bol.

Pendant ce temps, Bernard Cazeneuve, ministre de l'Intérieur, a donné son feu vert pour créer un centre d'accueil de jour. Et Londres et Paris ont signé un accord : [création d'un fond commun alimenté par une contribution britannique de 15 millions d'euros](#). Celui-ci servira à sécuriser le port de Calais et protéger les personnes vulnérables. La coopération policière sera renforcée et des campagnes d'informations seront menées auprès des migrants pour leur expliquer que l'eldorado anglais n'en est pas un et la dangerosité du passage. Ce qui encore une fois paraît bien peu, même s'il est certain que le problème des migrants et du Calais ne se résoudra pas d'un coup de baguette magique.

<http://dailynord.fr/2014/09/migrants-deux-decennies-que-ca-dure/>

RMC 2 octobre 2014

Calais: les routiers excédés par l'afflux de clandestins

A Calais, les routiers sont sur les nerfs, proche de la révolte. Ils sont excédés par les migrants qui tentent de passer en Grande-Bretagne en grim pant dans leurs camions. La situation a empiré depuis cet été avec l'arrivée de migrants venus de nouvelles zones de conflits comme l'Irak et la Palestine. Ils sont au total 1.500, selon la préfecture. Le renforcement des mesures de sécurité par les transporteurs n'a rien changé.

3.000 euros d'amende par migrant

Et cela a un coût pour les sociétés de transport qui doivent payer jusqu'à 3.000 euros par migrant passé outre-manche. Le chauffeur et l'entreprise doivent payer, ce qui double la facture. Sans compter la marchandise qui est souvent détériorée.

Vendredi, une délégation de la Fédération nationale des transports routiers Nord-Pas-de-Calais et Ile-de-France se rend à Folkestone, porte d'entrée de la Grande-Bretagne par la mer et le tunnel sous la Manche. Les transporteurs vont réclamer à l'immigration britannique l'arrêt des amendes. Si aucun accord n'est trouvé, ils envisagent un blocus du port de Calais.

"On est obligés de devenir méchants"

A bord de son camion, Christophe raconte sur RMC : "J'étais allé boire un café à la station-service, quand je suis arrivé à mon camion il y avait deux clandestins en train d'ouvrir ma porte de remorque, l'un d'eux était monté à bord. Je lui ai claqué ma porte de remorque dans la figure. Je n'irais pas jusqu'à le tuer, mais si personne ne fait rien... On joue un peu à la police nous-mêmes. Ils sont bien équipés, avec des téléphones, des cutters. On est obligés de devenir méchant".

Ils sont nombreux à avoir vécu ce type de confrontation avec des clandestins. Du coup certains routiers, comme David, transforment leur camion en forteresse: "On a mis en place des cadenas pour fermer les portières de nos véhicules". "Certains de nos clients exigent qu'on évite le port de Calais, mais ça fait des coûts supplémentaires", se désole-t-il. À cause de plusieurs migrants dans sa remorque, son dernier chargement de sucre n'a pas été livré. 16.500 euros de perdus.

"Ils sautent des ponts sur le toit des camions"

"C'est la folie, ils sont de plus en plus nombreux, et ça devient dangereux, déplore Olivier, chauffeur qui franchit la Manche toutes les semaines. Comme des kamikazes, ils sautent des ponts sur le toit des camions. Il n'y a aucun moyen de les arrêter. Ils sont 300 ou 400 à courir entre les camions, et il n'y a qu'une vingtaine de policiers. On a ordre par notre société de ne pas s'arrêter dans un rayon de 300 km autour de Calais".

<http://rmc.bfmtv.com/emission/calais-les-routiers-excedes-par-l-afflux-de-clandestins-837690.html>

« la Voix du Nord », 3 octobre 2014

Migrants et No Border refoulés dans les bars de Calais-Nord : les patrons assument et s'expliquent

La loi interdit la sélection des clients à l'entrée des commerces selon leur appartenance à une nationalité, à une race ou une nation. Dans les faits, à Calais-Nord, de nombreux bars ont choisi de ne pas ouvrir leurs portes aux migrants. Quatre patrons, qui réfutent des intentions discriminatoires, expliquent leur choix, motivé par la « survie » de leur commerce. Ils témoignent sous couvert de l'anonymat, craignant pour certains des représailles des passeurs et des No Border, à qui ils refusent aussi l'entrée. Car un bar qui accepte les migrants accueille aussi ceux qui gravitent autour

par Olivier Pecqueux

« *Au début, j'acceptais tout le monde, commence François, ancien patron de café. Mais j'ai déchanté. Mon établissement avait connu deux bagarres en dix ans et là c'était deux bagarres par semaine* ». Le Calaisien raconte les « *mares de sang* » à éponger, le couteau placé « *sous la gorge d'un client* » et les migrants soudanais ou érythréens, alcoolisés, avec des mains baladeuses sur des clientes. Des passeurs, « *que des amis policiers connaissent* », font du bar leur repaire. Les habitués, eux, désertent le café. « *J'ai connu quatre bagarres à l'arme blanche, dont une rue Royale, avec une soixantaine de gars. Des types pissaient le sang. Là, j'ai dit stop. J'ai décidé d'interdire l'entrée aux migrants, aux No Border et à la mafia albanaise* ». Une mesure qui lui vaut des menaces de mort. « *Si un Calaisien sort un couteau dans un café et que tu le radies à vie, personne ne trouve rien à redire. Si tu fais pareil avec un étranger, on te traite de raciste* », commente, amer, François.

Autre bar, même discours. Quentin est direct : « *Ceux qui disent ne pas être dérangés par la présence de migrants restent tranquillement chez eux sur leur temps libre. Mes clients habitués à sortir n'en veulent pas. Les migrants sont pour la plupart des pauvres gens, mais ils commencent à devenir agressifs. Et ceux qui ne le sont pas incommode à cause de leur manque d'hygiène. J'en ai déjà accepté, mais à chaque fois c'est le même scénario : tu dis oui à deux et il y en a dix qui débarquent dans les cinq minutes. Ils prennent un café, restent trois heures, vont se laver dans le lavabo des toilettes et bouchent les WC car ils n'ont nulle part où aller. Ça fait fuir mes clients* ».

Manque d'hygiène

Plus loin dans un troisième bar, Cyril, la trentaine. « *La semaine dernière, j'ai refusé de servir deux Érythréens. Ils sont revenus, mais à dix. Ils cherchaient à m'intimider mais je suis resté ferme* ». Le gérant décrit un sentiment d'insécurité : « *Je vais installer une vidéosurveillance pour la nuit car le quartier grouille de migrants qui n'ont plus d'argent ou de passeurs qui veulent imposer leur loi. Ça effraie les clients* ». Dernier bar et de nouveaux arguments : « *Je refuse les migrants, ils font fuir ma clientèle féminine. C'est triste, mais leur manque d'hygiène ne colle pas avec le standing de mon bar. Un jour, deux migrants africains sont entrés, ils ont bu une bière et en ont commandé une deuxième à la barmaid. J'ai demandé qu'ils paient avant et ils sont partis en courant, sans régler* ».

« Je ne refuse personne »

Alain Mallet, gérant du café Saint-Germain place d'Armes depuis neuf ans, « *ne refuse personne* ». « *Moi je ne fais pas attention à la nationalité ou à la couleur de peau : un client, c'est un client,*

qu'il soit Calaisien ou autre. La seule chose, c'est qu'il doit être correct et se comporter comme un client normal ». Certains patrons de café disent de lui qu'il fait un « pari à court terme » : « *Il perd sa clientèle locale et ne la retrouvera pas quand les migrants ne seront plus là* ». Alain Mallet concède qu'il a perdu une partie de sa clientèle locale : « *Je dirais environ 30 %, qui ne me l'ont pas dit d'ailleurs mais que je ne vois plus* ». Les migrants « *n'ont pas la même culture* » selon lui et il a appris, avec le temps, à « *instaurer des règles, sinon le café est à eux !* ». Parmi ces règles, les WC qui sont désormais payants et certaines tables réservées à présent uniquement aux joueurs de PMU.

Calais, repère de passeurs albanais ?

Les patrons de bars à Calais-Nord évoquent la présence de passeurs vivant confortablement dans les hôtels du quartier, consommant dans les restaurants et les cafés qui les acceptent. Tous avancent la présence d'une filière albanaise, ce que reconnaît une source policière. « *C'est une mafia. J'ai refusé l'entrée à un Albanais qui sort de prison, il m'a menacé de mort*, témoigne Quentin, patron d'un bar. *Ils sont en train de s'installer, si ça continue ils vont venir racketter les commerçants* ». Le patron de café décrit des hommes « *qui se croient tout permis, qui agitent des billets de 50, 100 et 500 €* ». François, ancien cafetier, confirme : « *Les passeurs albanais, c'est des malades. Ils sont armés, sortent leur couteau pour des futilités. L'un d'entre eux, que la police connaît, se vante d'être à la tête d'un réseau de prostitution en Belgique. Les flics savent tout ça, mais il est libre et se promène avec des liasses de billets* ». Calais-Nord, le soir, est de moins en moins accueillant. « *Un sentiment d'insécurité s'est installé* », poursuit Cyril, qui va plus loin : « *La prostitution pour les migrants et les passeurs, ça existe déjà à Calais-Nord* ».

<http://www.lavoixdunord.fr/region/migrants-et-no-border-refoules-dans-les-bars-de-ia33b48581n2415708?xtor=RSS-2>